

U.G.E.N. ^{Inform}

EDITO

JOURNAL DE L'U.G.E.N.-U.N.E.F. ET DE SES ELUS

DECEMBRE 1989

LEGITIME COLERE

« Notre Université devra se préparer à accueillir 20 000 étudiants supplémentaires d'ici l'an 2000. C'est à cet objectif ambitieux que les nouveaux conseils mis en place (C.A., C.E.V.U. et C.S. au printemps dernier et, le 6 décembre, pour les U.F.R.) devront travailler. »

Ces grandes lignes que le recteur Blanchet a présenté lors du dernier conseil d'administration de l'Université ont soulevé de multiples inquiétudes de la part des élus de l'U.G.E.N.-U.N.E.F..

On pourrait parler de « politique de la bonne conscience », tant les promesses faites par les différents ministres ces dernières années n'ont jamais été suivies d'actes concrets.

Le budget 90 suffira à peine à maintenir en l'état le potentiel universitaire existant.

Notre avenir est en jeu, il n'y a donc pas de place pour la résignation. Intervenir concrètement, en s'attachant à résoudre les problèmes quotidiens qui se posent à chacun d'entre nous, en s'attachant aux enjeux de fond pour notre Université, en un mot en refusant de ne pas se laisser faire, telles sont les motivations des élus de l'U.G.E.N.-U.N.E.F..

Le 6 décembre, c'est l'occasion pour nous d'exprimer notre colère.

Colère de voir que plus d'un étudiant sur deux quitte la fac sans le moindre diplôme, que faute de chambres 3 000 étudiants restent à la porte des cités, que chaque année droits d'inscription et mutuelles augmentent démesurément.

Le 6 décembre, il faut défendre notre droit aux études. Refusons la division étudiante, la délégation de pouvoir et le repli corporatiste. Dotons-nous d'élus combattifs, efficaces et rassembleurs.

Le 6 décembre, votons pour la liste : « Tous unis pour nous défendre », soutenue par l'U.G.E.N.-U.N.E.F.

Christophe RICERCHI

Elu au C.A. de l'Université de Nice



Le 1er Décembre, les étudiants dans la rue.
"TOUS UNIS POUR NOUS DEFENDRE"

PLUS JAMAIS ÇA !

- 60 % d'échec au D.E.U.G. ;
- 3 000 étudiants refusés de cité à Nice ;
- Des droits d'inscription pouvant s'élever jusqu'à 2 500 F ;
- Des amphis et des T.D. surchargés (psycho : 80 en T.D. !!) ;
- Des numerus clausus à l'entrée des licences (ex : biochimie) ;
- Des professeurs non remplacés jusqu'en janvier (section Espagnol) ;
- Des B.U. dont les étagères restent désespérément vides !! ;
- Des saccages aux examens de plus en plus nombreux ;
- Des files d'attente d'une 1/2 heure au R.U.

STOP ! Nos études ne peuvent pas attendre. C'est aujourd'hui que nous avons besoin d'étudier et de réussir nos examens. Ne nous résignons pas à être la génération sacrifiée. Ensemble, agissons pour garantir à tous l'accès à l'enseignement supérieur et pour préserver notre droit à une formation de qualité.

Le 6 décembre, exprimons notre attachement à ces principes.

Pierre CHAILLAN

Vice-président étudiant du C.E.V.U.

LES RAISONS...

Un amphi qui prend l'eau (amphi 61 en Lettres : Nice), un chapiteau dressé à Paris XIII^e, des cours en salle de cinéma à Tours, dans les parkings à Jussieu, des labos trop petits, des cours en T.D. à plus de 80, des fissures dans les murs.

Ça craque à l'Université.

C'est le constat que nous faisons toujours lorsque nous sommes dans les amphis à 300 par 200 places, trois par écouteurs en laboratoire de langues.

S'il nous paraît évident qu'aucun replâtrage ne peut plus cacher la misère des Universités, il ne semble pas en être de même pour le gouvernement.

Un exemple : 12 800 F, c'est la somme qu'il propose d'attribuer en 1990 à la construction des bâtiments sur l'ensemble du territoire. 12 800 F, c'est le tiers de ce qu'il fallu pour repeindre les murs de Censier. 12 800 F, alors que les 3/4 des Universités accueillent deux fois plus d'étudiants que leurs capacités.

De qui se moque-t-on ?

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir tenté d'introduire la sélection : quotas d'inscription (numerus clausus), instauration de l'appel en amphi, roulement pour 1/3 d'étudiant, 1 semaine sur 2 dans les labos, nombres d'étudiants élevés

BESOIN DE NOUS
DEFENDRE
BESOIN DE NOUS
UNIR

syndiqués, non syndiqués,
assemblons-nous pour gagner!

du fric pour
nos facs

abrogation de
la loi Pasqua

U.F.R.

12 rue T. Poincaré
92000 Nanterre

21h

mary goes round

11

par T.D., pas de réel anonymat aux examens...

La sélection prend des formes bien particulières et rien n'est résolu !

Le budget, même s'il a augmenté de 9,5 % cette année, reste insuffisant pour résoudre les problèmes les plus urgents.

Les étudiants ne veulent pas être la « génération sacrifiée », comme l'a dit Lionel Jospin.

« Plus rien ne sera jamais comme avant », avions-nous dit en 86. Faisons en sorte que cette phrase-symbole devienne réalité, en arrachant pas à pas les moyens nécessaires à la rénovation de notre Université.

Le collectif budgétaire reste à ce jour la grande question. Espérons que la mobilisation étudiante grandissante ouvrira les yeux du ministère ?

Comme les étudiants l'ont souligné lors de différentes assemblées générales, « l'augmentation est l'une de nos batailles mais nous ne sommes pas aveugles en ce qui concerne l'après collectif ». Autrement dit, le ton montera si tous les étudiants, syndiqués ou non syndiqués, n'obtiennent pas entière satisfaction.

Entre nous, le cœur y sera.

Antoine ARENAS

... DE LA COLERE

Un syndicat : Pourquoi faire ?

Certains étudiants tiquent au mot syndicat, ou vont même jusqu'à s'étonner que nous présentions des listes aux élections universitaires. Arrêtons là le délire ! Un syndicat étudiant n'est ni plus ni moins qu'une structure rassemblant des étudiants qui ont décidé de s'organiser pour se défendre.

Si nos listes s'intitulent « Tous unis pour nous défendre », c'est parce que tous les étudiants sont confrontés aux mêmes problèmes et que c'est seulement tous ensemble, syndiqués et non syndiqués, que nous parviendrons à les résoudre.

Refusant toute délégation de pouvoir, ainsi que les attitudes corporatistes, nous concevons l'U.G.E.N.-U.N.E.F. non pas comme un groupe indépendant et survivant en autarcie mais

comme un outil façonné par les étudiants, selon leurs besoins.

NOTRE FACULTE, FAISONS-LA !

La vie de chaque U.F.R. (lettres-droit-sciences...) est gérée par un conseil au sein duquel les étudiants ont leur place.

Après tout, ne sont-ils pas les plus à même d'apprécier les problèmes qu'ils rencontrent dans leur cursus ?

Il ne faut pas oublier que le conseil d'U.F.R. est l'expression de la démocratie dans la faculté.

Elire des représentants étudiants, c'est participer activement à l'élaboration de nos conditions d'études.

LES PROPOSITIONS DE L'U.G.E.N.-U.N.E.F.

- 1°) Pour la gratuité de l'enseignement supérieur.
- 2°) Pour le libre accès de chacun dans la filière de son choix.
- 3°) Pour l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers.
- 4°) Pour la construction d'une cité « U » à Nice.
- 5°) Pour le droit de regard et de discussion sur les formations.
- 6°) Pour l'augmentation du taux et du nombre des bourses.
- 7°) Pour le réinvestissement de l'Etat à tous les niveaux (C.R.O.U.S., B.U., etc.).

UNE CONDITION :

Le doublement du budget de l'enseignement supérieur !!

LE BUDGET EN ACCUSATION

Présentée comme une hausse, la dotation 90 des Universités est en régression. Jospin triche avec son budget. La preuve...

Files d'attente, refus des bacs antérieurs et des rattrapages, refus des étudiants étrangers, filières saturées dès les premières heures d'inscription... C'est ainsi que des milliers de bacheliers ont pris un premier contact avec l'Enseignement Supérieur au mois de juillet dernier !

En septembre encore, faute de places (!), on refuse des transferts et des dérogations par centaines on sacque aux examens, on exige des autorisations de redoublement en licence. Les étudiants s'entassent à 50, 60 dans des salles de TD trop petites, restent assis par terre en amph.

La situation universitaire révèle depuis plusieurs années un trait caractéristique aujourd'hui vraiment reconnu, le manque de moyens pour l'Enseignement Supérieur.

On le voit cette année encore : 45.000 nouveaux étudiants pour 3.500 m2 créés, c'est vraiment peu !

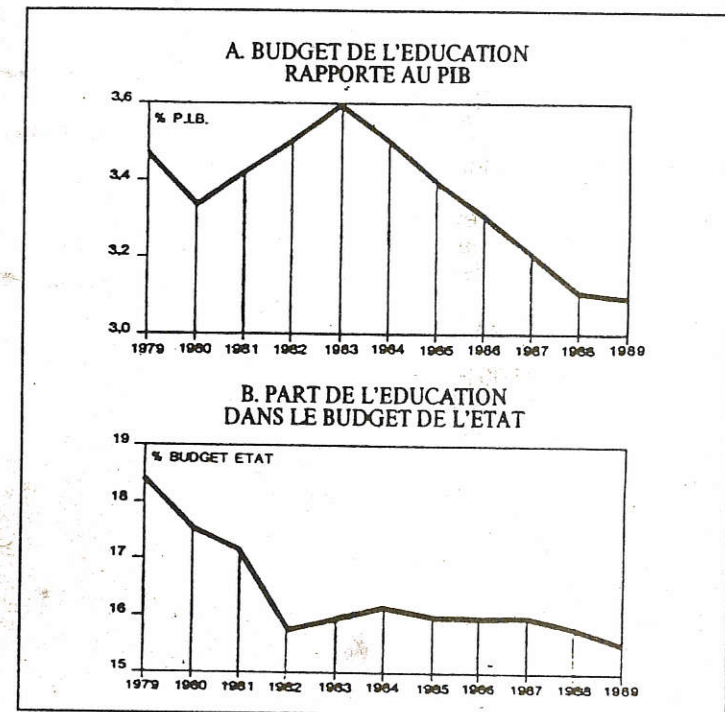
Pour tenter de les accueillir, on prévoit au budget 1990, qui sera examiné à partir du 3 novembre à l'Assemblée Nationale, une augmentation de 9,5%. Si l'on tient compte de l'inflation, c'est 3,5% qu'il nous faut retirer. C'est donc à une hausse véritable de 6% du budget que nous assistons. 6%, alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 6,5% : le budget 1990, présenté comme un progrès, est bien en réalité en régression.

De plus, il masque de grands déséquilibres. Les dotations en matériels d'enseignement pour les étudiants passent de 11.383.962 francs en 89 à 1.969.930 francs en 90, soit une baisse de 82,7%, sans tenir compte de la baisse du pouvoir d'achat.

Comment s'étonner dans ces conditions du manque de matériel, de sa dégradation, voire de sa disparition pure et simple ?

Il en est de même des crédits alloués au fonctionnement des services de notre université, qui passent de 100.145.078 francs à 71.881.556 francs soit une baisse de 28% environ.

Pourtant, ça et là, on note des augmentations qui vont dans le bon sens : les oeuvres augmentent de 10% en francs constants, les bourses et secours d'études de 9,5%. D'ailleurs, les mouvements des résidents en 1988, les rassemblements des boursiers en 1989 n'y sont sans doute pas étrangers. Mais si cette mesure constitue un pas dans la bonne direction, elle n'est pas suffisante. Là encore, des disparités apparaissent puisqu'on alloue une augmentation de 380,8% aux bourses et



secours d'études dans les perspectives Erasmus en passant de 2.626.291 francs à 12.626.291 francs.

Bref, si on peut voir dans ce projet quelques légères améliorations, peut-on les considérer suffisantes alors que la rentrée s'effectue dans les conditions catastrophiques que nous voyons tous les jours ?

Pourtant, Lionel Jospin ne s'inquiète pas : « si les étudiants n'étaient pas satisfaits, ils

seraient dans la rue », ose-t-il dire dans des interviews.

Le budget 1990 de l'Enseignement Supérieur est un mauvais budget. C'est un budget en baisse. Ce qu'il nous faut, ce n'est ni la charité, ni la provocation. C'est des moyens en salles, en tables, en chaises, en profs. Pour relever les défis de l'an 2000, ce dont nous avons besoin, c'est le doublement du budget.

Juliette Lassalle.

OÙ VOTER ?

SCIENCES : Salle du conseil au Château

LETTRES : Bâtiment d'Italien

DROIT : Salle des Pas-Perdus

OÙ SE RENSEIGNER ?

LETTRES : UGEN-UNEF, local 71

SCIENCES : UGEN-UNEF, au-dessus du foyer

SCIENCES : UGEN-UNEF, local 305

ELECTIONS UNIVERSITAIRES DU 6 DECEMBRE

**NOUS,
se
ON MANIFESTE
TOUJOURS**

**ON VOTE
«TOUS UNIS POUR
NOUS DEFENDRE»**

SOUTENUE PAR

L'U.G.E.N.-U.N.E.F.

Ce journal a pu être édité grâce aux cotisations des adhérents de l'U.G.E.N.-U.N.E.F.